

**Amendements relatifs à
la politique publique A**

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019
A AUTORITES ET GOUVERNANCE

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP	PROJET DE BUDGET 2019	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			117'640'430	4'033'223		1'427'853	-	4.4	119'068'283	4'033'223
A01 Grand Conseil	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances	95'214				
A02 Conseil d'Etat	30	Charges de personnel			1 ETP à la direction des affaires juridiques : la position de la DAJ est centrale dans le fonctionnement institutionnel, étant rappelé qu'elle préavis tous les objets à l'ordre du jour du Conseil d'Etat. En raison de l'augmentation des objets à traiter (notamment en matière de droits politiques) et de la complexité de ceux-ci (expertises juridiques sur des sujets à forts impacts tels que RFFA, CPEG), la situation en matière de personnel devient extrêmement tendue, raison pour laquelle ce poste est considéré comme étant prioritaire par le Conseil d'Etat. Compte tenu des délais d'engagement, ce poste est valorisé sur 9 mois en 2020.	150'000		1.0		
A02 Conseil d'Etat	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances. Cette rubrique touche essentiellement les événements organisés par le service du protocole et qui touche aux manifestations patriotiques et à la promotion de Genève. Les budgets inscrits sur cette rubrique permettent de répondre ainsi aux priorités de ce programme.	132'758				
A03 Exercice des droits politiques	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances. En effet cette rubrique permet de financer les différents frais en lien avec les opérations électorales prévues en 2020 (frais d'affranchissement, d'affichage, de matériel électoral, etc.)	389'614				



DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par Thomas Bläsi

Concerne: PL 12576-A, Point 90 (Budget 2020)

Projet de budget 2020, Tome I – Fonctionnement, Politique publique A-Autorités et gouvernance,

TEXTE

programme A04, ligne 30 Charges de personnel

Diminution du montant de – 5'000'000.-

DEVELOPPEMENT

Une lecture attentive du projet de budget 2020 et plus particulièrement de la politique publique A-Autorités et gouvernance, programme A04, ligne 30 Charges de personnel montre les doutes qu'a fait naître au sein de la commission la présentation de cette ligne budgétaire par le Conseiller d'Etat en charge du Département.

“Le commissaire (PLR) interpellé répond au commissaire (S) concernant les postes de l'Etat. Il indique que M. Maudet était venu présenter l'organigramme de son département. Ce dernier comprend plus de directeurs que de gens au front.”

Le groupe UDC ne peut cautionner des augmentations de poste qui n'apportent pas un réel gain en efficience ou qui ne puissent être pourvus, par une rocade de postes déjà existants au sein de l'Etat.

La fuite en avant qui consiste pour les Conseillers d'Etat, à constituer des états-majors pléthoriques, qui constitueront autant de fusibles séparant les élus de leurs propres responsabilités, ne saurait être le gage d'une bonne gouvernance.

Le groupe UDC vous invite donc à voter cet amendement raisonnable.

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019
A AUTORITES ET GOUVERNANCE

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP	PROJET DE BUDGET 2019	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			117'640'430	4'033'223		1'427'853	-	4.4	119'068'283	4'033'223
A04 Développement et innovation du canton et de la région	30	Charges de personnel			<p>0.6 ETP au service de la Solidarité internationale : ce poste est considéré prioritaire dans la mesure où il permet au Conseil d'Etat de maintenir globalement l'effort consacré par l'Etat à la solidarité internationale qui est de 0,2%, alors que la loi prévoit un taux d'effort de 0,7%. Il est par ailleurs entièrement compensé par une diminution de charges correspondantes, avec par conséquent un impact neutre sur le résultat de l'Etat. Ce 0,6 ETP permettra de renforcer le suivi financier des aides octroyées par le service. Compte tenu des délais d'engagement, ce poste est valorisé sur 9 mois en 2020.</p> <p>0.5 ETP au projet d'agglomération (PA) : ce demi-poste s'inscrit dans les priorités du Conseil d'Etat de réaliser dans les temps les mesures du PA cofinancées par la Confédération, et ce suite à la première évaluation sévère de la Confédération sur le PA3. Ce demi-poste sera dédié aux demandes et suivi financiers des subventions octroyées par la Confédération. Compte tenu des délais d'engagement, ce poste est valorisé sur 9 mois en 2020.</p> <p>0.3 ETP à la DGDERI : Amendement visant, pour la DG DERI, à aligner le budget des ETP sur le budget en francs existants (0,2 ETP fixe et 0,1 ETP d'auxiliaires)</p>		1.4			
A04 Développement et innovation du canton et de la région	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation				127'500			139'810	



DEMANDE D'AMENDEMENT

Présentée par Les Verts – M. Buschbeck, F. Perler

PL 12576 **Projet de loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2020**

A04 nature 36 **Subventions à des collectivités** **10 000 000 F**

- *Augmentation de la subvention accordée à la solidarité internationale sur la ligne générique relative à la coopération au développement dans le tiers-monde 10 000 000 francs.*



DEMANDE D'AMENDEMENT

Présentée par Les Verts – F. Perler, M. Buschbeck

PL 12576 **Projet de loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2020**

A04 nature 36 **Subventions à des collectivités** - **1'470'150 francs**

- *Suppression de la subvention accordée à la Fondation Ecllosion qui s'élève à 1'470'150 francs.*



DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par Caroline Marti, Alberto Velasco, Thomas Wenger

Concerne: PL 12576-A Projet de budget 2020

TEXTE

Politique publique :	A Autorités et gouvernance
Programme :	A04 Développement et innovation du canton et de la région
Nature :	36 Charges de transfert
Montant :	+ CHF 1'000'000

Exposé des motifs : Pour la solidarité internationale. La loi prévoit que l'Etat de Genève consacre 0,7% de son budget de fonctionnement à la solidarité internationale. Or aujourd'hui, le Conseil d'Etat reconnaît lui-même qu'on est loin de cet objectif. Il s'agit donc d'un premier pas dans la direction du respect de la loi.

Signature



DEMANDE D'AMENDEMENTS BUDGET 2020

Présentée par M. Guy Mettan

Concerne: Budget 2020

TEXTE

SUBVENTIONS ACCORDEES EN 2020

A04 Développement et innovation du canton et de la région Nature 36

Club suisse de la presse:	plus (+) 102 000 CHF
Genève internationale subventions diverses	moins (-) 102 000 CHF

Motifs:

Le Club suisse de la presse est un organisme qui a été voulu et soutenu par le Conseil d'Etat depuis sa création en 1997 en vue de permettre aux missions diplomatiques, organisations internationales et ONG de s'adresser à la presse suisse et internationale de façon libre et indépendante. Le Conseil d'Etat s'y est expressément engagé lorsqu'il a signé à la convention de siège de l'OMC en 1995. Supprimer cette aide constituerait une entorse à cette convention, une menace pour la liberté d'expression dans une ville qui se positionne comme la capitale des droits humains et une grave atteinte à la Genève internationale en privant ses divers acteurs de s'exprimer dans un espace neutre et indépendant.

Par ailleurs cette mesure est neutre sur le plan budgétaire puisqu'elle est compensée par une réduction du poste "Genève internationale subventions diverses" qui subit une hausse inexplicable, peu transparente et non motivée de 856% dans le budget 2020!

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019
A AUTORITES ET GOUVERNANCE

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP	PROJET DE BUDGET 2019	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			117'640'430	4'033'223		1'427'853	-	4.4	119'068'283	4'033'223
A05 Audit interne, transparence de l'information et égalité	30	Charges de personnel			<p>0,8 ETP pour le bureau de médiation administrative : l'ouverture du Bureau de la médiation administrative (BMA) a eu lieu en mars 2019 et l'engagement des ressources devait se faire en deux étapes: la première étape en 2019 limitée aux ressources indispensables à l'ouverture du bureau (1 ETP de médiateur et 0,5 ETP d'assistante administrative). Les 8 mois d'activités ont permis de mettre en évidence un besoin manifeste en ressources administrative et juridique, évaluées au total 0,8 ETP. En effet, environ 120 sollicitations ont été recensées depuis l'ouverture du bureau et ce, avec peu d'actions de communications spécifiques entreprises par le BMA. Le BMA, s'attend donc pour l'année prochaine et les années suivantes à devoir faire face à une augmentation sensible des demandes. A ce propos et en comparaison avec d'autres cantons, les autres bureaux de médiation gèrent entre 300 et 900 demandes par année.</p> <p>Renforcement de 0.8 ETP au BPEV: En 2014 et en 2016 le RPEPV (Règlement pour la promotion de l'égalité et la prévention des violences) a été modifié pour ajouter au BPEV la mission supplémentaire de prévenir les violences et les discriminations en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Pour ce faire, une augmentation de 0.2 ETP a été octroyée. Cette thématique étant de plus en plus traitée et le BPEV sollicité à ce sujet, ce 0.2 ETP se révèle insuffisant, ne permettant pas au BPEV de remplir sa mission, ou l'obligeant à le faire au détriment des autres politiques de prévention et de promotion de l'égalité, également énoncées dans le RPEPV. Il est demandé 0.8 ETP supplémentaire pour permettre la mise en œuvre de cette nouvelle politique publique du canton.</p> <p>Le PB2020 prévoit également la diminution de 0.2 ETP fixe au SAI et de 0.1 ETP auxiliaire à l'OCSTAT pour la conversion de la réduction budgétaire en ETP suite aux recommandations du SAI.</p>		202'500	1.4		
A05 Audit interne, transparence de l'information et égalité	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances. Les rubriques touchées sont relatives au SAI, à l'OCSTAT, au BPEV, au préposé à la protection des données, au Groupe de confiance, au bureau de médiation administrative et permettent de répondre aux priorités de ce programme.	65'117				



Annule et remplace la précédente version

DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par Jean Burgermeister

Concerne : PL 12576-A

Fonctionnement

A05 Audit interne, transparence de l'information et égalité MCH2 363

Aide aux victimes de violence en couple
Arabelle foyer d'hébergement
F-information – filigrane
Viol secours
SOS femmes
Soutiens pour l'égalité et contre les violences domestiques de genre
Centre de liaison des associations féminines genevoises
Association Violence que faire

**Montant à répartir au prorata de la subvention entre les associations œuvrant contre
les violences sexistes**

+ 1 000 000 F

Couverture : Amendement à la loi 12576-A

Art. 7 Modification à une autre loi (nouveau)

La loi sur les centimes additionnels cantonaux (LCACant) (D 3 07),
du 13 septembre 2019, est modifiée comme suit :

Art. 3 Personnes morales (nouvelle teneur)

¹Il est perçu :

- a) 96.5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le bénéfice des personnes morales
- b) 85.5 centimes, par franc et fraction de franc, sur le montant de l'impôt cantonal sur le capital des personnes morales

+ 59'520'000 F

La honte doit changer de camp !

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019
A AUTORITES ET GOUVERNANCE

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP	PROJET DE BUDGET 2019	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			117'640'430	4'033'223		1'427'853	-	4.4	119'068'283	4'033'223
A06 Cour des comptes	30	Charges de personnel			Amendement du Conseil d'Etat visant à réintroduire les 415.2 postes supprimés	110'000	budget.	0.6		
A06 Cour des comptes	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances	15'340	budget.			